



# ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

6° année / N° 292

du 18 au 24 octobre 1988

## POLITIQUE

L'URNG renouvelle son appel au dialogue  
Le Salvador suspend le sommet des présidents centraméricains  
Le pays est sceptique sur son avenir  
Diminution des budgets de la Santé et de l'Education  
Des Guatémaltèques s'opposent à la manifestation des Contrás  
Les ambassadeurs d'Espagne en Amérique latine se sont rencontrés au Guatemala

## ECONOMIE

L'Espagne favorable à la coopération entre la CEE et l'Amérique centrale  
Fin de la grève portuaire  
Des organisations paysannes réclament justice  
Des syndicalistes lancent un appel au gouvernement  
Pas de défilé pour commémorer 1944

## MOUVEMENT POPULAIRE

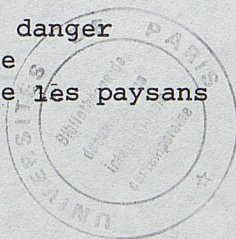
Des milliers de victimes des tremblements de terre et des inondations

## DROITS DE L'HOMME

On dénonce les abus de l'armée  
Le Tribunal des droits de l'homme est en danger  
D'autres victimes de la vague de violence  
Le GAM dénonce les menaces de mort contre les paysans  
L'armée capture 40 paysans

## EGLISE

L'archevêque accuse les forces de sécurité



4° P. 12315

POLITIQUE

L'URNG RENOUVELLE SON APPEL AU DIALOGUE

Le 20 octobre, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) a renouvelé auprès du gouvernement son appel à participer au dialogue national, en vue de chercher une solution au conflit armé interne.

Commémorant le 44<sup>e</sup> anniversaire des événements révolutionnaires de 1944, l'URNG a, dans son message, dénoncé les plans de grande envergure élaborés par le haut commandement de l'armée et cautionnés par le président Cerezo. Ces plans prévoient la réalisation d'une campagne de réarmement de l'armée et de campagnes répressives contre les populations urbaines et rurales.

L'URNG ajoute que le gouvernement fait preuve d'une "complicité cynique" envers les secteurs répressifs ; la crise de légitimité qu'affronte le président Cerezo est due au non respect du projet démocratique au Guatemala.

LE SALVADOR SUSPEND LE SOMMET DES PRESIDENTS CENTRAMERICAINS

Au cours d'une conférence de presse tenue le 18 octobre, le ministre des Relations extérieures du Salvador, Ricardo Acevedo Peralta, a annoncé le report du sommet des présidents centraméricains prévu pour la seconde quinzaine de novembre ; la crise économique du pays et l'état de santé du président Napoleon Duarte en sont les raisons.

LE PAYS EST SCEPTIQUE SUR SON AVENIR

Selon une enquête réalisée par le Centre d'études politique (CEDEP) et rendue publique le 20 octobre par le quotidien Prensa Libre, la majorité des personnes interrogées estime que le président Cerezo favorise ses amis, parents et les membres du parti officiel, qu'il divise les riches et les pauvres et ne respecte pas ses promesses électorales.

75% des enquêtés pensent que la situation centraméricaine sera pire en 1989 (72% émettent la même opinion dans le cas du Guatemala) ; la situation économique et les conflits belliqueux de la région expliquent, selon eux, cette situation. Les trois institutions les mieux perçues par la population guatémaltèque sont l'Eglise catholique (64%), les moyens de communication sociale (56%) et les universités (51%).

DIMINUTION DES BUDGETS DE LA SANTE ET DE L'EDUCATION

Le 17 octobre, le député Carlos Gonzalez a fait savoir que les budgets de la Santé et de l'Education ont été respectivement diminués de 3,9% et 5,6%.

Le ministre de la Défense, Hector Grmajo, a demandé à ce que ce budget soit augmenté de 9,5% en 1989.

Rodolfo Paiz de Andrade, ministre des Finances, a fait savoir le 6 septembre que le budget prévu en 1989 s'élevait à 3 260 millions de quetzales (Q.2,70= US\$1) , sans préciser la répartition par poste.

DES GUATEMALTEQUES S'OPPOSENT A LA MANIFESTATION DES CONTRAS

A l'appel de l'Unité d'action syndicale et populaire, un groupe de manifestants s'est opposé au déroulement d'une marche organisée par l'Alliance des femmes nicaraguayennes (section du Guatemala) contre le gouvernement révolutionnaire du Nicaragua.

Les contras avaient obtenu la permission de manifester devant le Palais national, où ils ont exigé la libération de 39 contre-révolutionnaires arrêtés il y a plusieurs semaines au Nicaragua.

Aux cris de "le somozisme n'est plus à la mode", les manifestants de la UASP ont réclamé des Nicaraguayens qu'ils retournent dans leur pays pour contribuer à l'amélioration du mode de vie ; ils se sont retirés lorsque la police et les militaires sont intervenus pour protéger les contras.

## LES AMBASSADEURS D'ESPAGNE EN AMERIQUE LATINE SE SONT RENCONTRES AU GUATEMALA

On a appris par le journal Teleprensa que 12 ambassadeurs espagnols en poste en Amérique latine se sont rencontrés dans la capitale guatémaltèque pour analyser la situation politique et économique centraméricaine.

D'autre part, le secrétaire général des questions de politique étrangère, Fernando Perpina Robert, a entamé le 20 octobre une tournée dans les 5 pays centraméricains pour négocier la participation de l'Espagne aux dispositifs de vérification des accords d'Esquipulas II.

## ECONOMIE

### L'ESPAGNE FAVORABLE A LA COOPERATION ENTRE LA CEE ET L'AMERIQUE CENTRALE

Selon le vice-président de l'Institut de coopération ibéro-américain, Carmelo Angulo, l'Espagne est favorable à l'établissement d'une procédure unique de dialogue et de coopération entre la Communauté économique européenne et l'Amérique centrale.

### FIN DE LA GREVE PORTUAIRE

Le Syndicat uni des travailleurs de l'entreprise portuaire Santo Tomas de Castilla (SITRUEMPORNAC) a décidé le 18 octobre de mettre fin à la grève générale commencée le 3 octobre ; il n'a pas obtenu la signature de la charte du travail.

Le syndicat rejette la responsabilité de la destruction du matériel causée par l'intervention de la police et dénonce l'utilisation de travailleurs non qualifiés. Le montant des dommages n'a pas encore été évalué.

José Pinzon, secrétaire général de la Confédération générale des travailleurs du Guatemala (CGTG) a dénoncé le projet du gouvernement de destituer 800 travailleurs en guise de représailles contre les grévistes. Dans ce cas, le SITRUEMPORNAC entrerait à nouveau en grève.

### DES ORGANISATIONS PAYSANNES RECLAMENT JUSTICE

Le Comité paysan de l'Altiplano (CCA) et l'Union paysanne du Sud (UCS) ont dénoncé le 21 octobre la politique anti-populaire et répressive menée par le président Cerezo. Ils signalent que l'exploitation des travailleurs a augmenté, alors que les salaires ont diminué et le niveau de vie empiré.

Le CCA exige "le droit des paysans guatémaltèques à posséder la terre pour la travailler, l'égalité ethnique et socio-culturelle, le droit de vivre en paix, la liberté de mouvement et d'organisation des communautés".

La UCS dénonce la fixation du salaire minimum à 3,20 quetzales, pour la coupe de la canne à sucre et du café.

### DES SYNDICALISTES LANCENT UN APPEL AU GOUVERNEMENT

En dépit des solutions proposées par les secteurs populaires du pays, le gouvernement préfère écouter les milieux réactionnaires, nationaux et internationaux, et suivre les consignes du Fonds monétaire international pour faire face aux problèmes du Guatemala, ont déclaré le 18 octobre 11 organisations syndicales regroupées dans le Front syndical de la côte sud.

Le Front demande au président Cerezo de répondre aux secteurs populaires, de ne pas manipuler les secteurs syndicaux, d'appliquer la loi aux responsables d'enlèvements et d'assassinats politiques, et de mener un véritable dialogue national.

#### PAS DE DEFILE POUR COMMEMORER 1944

Contrairement aux années précédentes, les organisations syndicales et professionnelles ont décidé de ne pas commémorer l'anniversaire du début de la révolution -le 20 octobre 1944- a-t-on appris le 19 octobre.

La majorité des dirigeants des organisations syndicales et populaires consultés expliquent le fait par la tension et la terreur suscitées par l'aggravation de la répression gouvernementale à l'égard de ces secteurs ; le dernier événement révélateur de cette répression a été l'assassinat de Carlos Martinez Godoy, représentant du secteur bancaire.

#### MOUVEMENT POPULAIRE

##### DES MILLIERS DE VICTIMES DES TREMBLEMENTS DE TERRE ET DES INONDATIONS

La région centrale du Guatemala a connu dans la seconde semaine d'octobre une série de tremblements de terre et d'inondations. Le Comité national de secours a estimé le 17 octobre que ces phénomènes ont privé 4 mille personnes de leur foyer et que 7 mille sont dans une situation précaire.

La vague de séismes a commencé dans la nuit du 15 octobre, à un rythme de 60 à 70 par heure ; deux secousses ont atteint 3,6° sur l'échelle de Richter et ont provoqué l'écroulement de plusieurs maisons dans le département de Chimaltenango. Dans le département du Quiché, 16 villages sont isolés à la suite des inondations causées par le débordement du fleuve Chixoy provoqué par les pluies torrentielles des derniers jours.

Le 24 octobre, le Comité national de secours a déclaré l'état d'urgence dans les départements de Jutiapa, Santa Rosa, Escuintla, Suchitepequez, Retalhuleu et San Marcos ; les écoles, les bureaux et l'aéroport international La Aurora ont été fermés en prévision de l'arrivée du cyclone Miriam, qui a déjà causé de grave dégâts au Nicaragua.

#### DROITS DE L'HOMME

##### ON DENONCE LES ABUS DE L'ARMEE

Fermin Gomez, député du département de Totonicapan, a dénoncé devant la Commission des Droits de l'homme du Congrès de la République les abus commis par l'armée dans les communautés de l'altiplano guatémaltèque. Des mineures de moins de 15 ans sont victimes de viols. Une commission de paysans de la municipalité de Chichicastenango, département du Quiché a dénoncé les viols d'enfants de 7 et 9 ans, ainsi que les menaces de mort et les hostilités proférées par les chefs de patrouilles civiles à l'égard des paysans.

##### LE TRIBUNAL DES DROITS DE L'HOMME EST EN DANGER

Gonzalo Menendez de la Riva, procureur des droits de l'homme, a déclaré le 20 octobre que l'existence du tribunal était remise en cause en raison du budget présenté au Congrès de la République ; sur 3,162 millions de quetzales demandés, 2,6 millions ont été accordés.

La demande initiale était justifiée par le fait que les disparitions continuent et que les habitants "souffrent encore de vexations de la part des autorités" ; le procureur estime qu'il est nécessaire d'ouvrir 22 antennes du tribunal dans les départements du pays, alors qu'il n'en existe que 4 actuellement.

#### D'AUTRES VICTIMES DE LA VAGUE DE VIOLENCE

Le député Otto Baechli, qui est à la tête d'un mouvement de dissidence de la Démocratie chrétienne guatémaltèque, a déclaré le 18 octobre que la situation de violence du pays confirme l'incapacité du gouvernement et la nullité de son contrôle sur les forces de l'ordre de l'Etat.

On compte 27 actes de violence survenus au cours de cette semaine parmi lesquels : l'assassinat par balle de Leticia Castellanos ; l'attentat qui a tué Mario Berganza dans le département du Peten ; l'assassinat du médecin Mario Leon Morales et de son infirmière Elcira Navarizo à Taxisco, dans le département de Santa Rosa ; Par ailleurs, le 18 octobre, la Fédération syndicale des employés de banque a observé 30 minutes d'arrêt de travail pour protester contre l'assassinat du dirigeant de la Banque internationale.

Le Groupe d'appui mutuel (GAM) aux proches des disparus rend le gouvernement, l'armée et les forces de sécurité responsables de cet attentat.

#### LE GAM DENONCE LES MENACES DE MORT CONTRE LES PAYSANS

Le Groupe d'appui mutuel aux proches des disparus a dénoncé le 24 octobre les menaces de mort dont sont l'objet quatre de ces membres de la part du responsable de la Direction générale des services agricoles et du chef des patrouilles civiles de Xucalbal, dans le département du Quiché.

Francisco Garcia de la Cruz, Andres Garcia de la Cruz, Juan Benito Hernandez et Ignacio Gomez sont menacés parce qu'ils refusent d'intégrer les patrouilles civiles. Le chef de patrouille, Pastor Tomas Calachis les maintient sous son contrôle.

#### L'ARMEE CAPTURE 40 PAYSANS

On a appris le 24 octobre la capture de 40 paysans dans le cadre d'une opération contre-insurrectionnelle réalisée dans les environs du volcan Acatenango, dans le département du Chimaltenango.

Les paysans revenaient à Acatenango à bord d'un camion après avoir effectué les travaux saisonniers de la coupe de la canne à sucre sur la côte sud.

#### EGLISE

#### L'ARCHEVEQUE ACCUSE LES FORCES DE SECURITE

La crise de violence que connaît le Guatemala peut être imputée aux forces de sécurité du gouvernement, mais on ne peut le prouver car il n'y a pas de témoins des actes, a déclaré le 21 octobre l'archevêque Prospero Penados del Barrio. Les causes probables de la violence résident dans l'extrême pauvreté de la majorité de la population, la délinquance de droit commun et les mobiles politiques. L'archevêque s'est insurgé contre la version de l'armée selon laquelle le leader paysan Andres Giron et lui-même seraient liés à la guérilla ; les militaires ne savent même pas où se trouvent six soi-disants guérilleros qui formulent ces accusations.